

FICHE PERSONNEL DU SECOND DEGRE

La limite d'âge des fonctionnaires

La loi n°2010-1330 du 9 novembre 2010 et la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 ont relevés les bornes d'âge de retraite des fonctionnaires

Date de naissance Population sédentaire	Age légal	Limite d'âge
jusqu'au 30/06/1951	60 ans	65 ans
entre le 01/07 et le 31/12/1951	60 ans 4 mois	65 ans 4 mois
1952	60 ans 9 mois	65 ans 9 mois
1953	61 ans 2 mois	66 ans 2 mois
1954	61 ans 7 mois	66 ans 7 mois
à compter de 1955	62 ans	67 ans

Le maintien en fonctions

La demande de **maintien en fonction concerne essentiellement les personnels enseignants**. Lorsque l'agent atteint la limite d'âge de son grade, il peut solliciter un maintien en fonction dans l'intérêt du service jusqu'à la fin de l'année scolaire (31 juillet pour les enseignants du premier et du second degré (note de service n°87-162) 31 août pour le supérieur (article L952-10 du code de l'éducation).

Le recul de limite d'âge

Texte de référence : article 4 de la loi du 18 août 1936 modifié par l'article 5 de la loi n°86-1304 du 23 décembre 1986.

Tout fonctionnaire atteignant la limite d'âge de son grade peut solliciter un recul de limite d'âge :

– s'il est parent d'au moins 3 enfants vivants à son 50^{ème} anniversaire (durée maximale du recul : 1 an). Il faut que les enfants soient les propres enfants du fonctionnaire et que celui-ci soit apte à exercer ses fonctions.

– soit au titre d'(un) enfant(s) encore à charge ou un enfant à charge qui ouvre droit au versement de l'allocation aux adultes handicapés à la limite d'âge, dans la limite de 3 ans (âge maximum pour établir la charge des enfants : 20 ans en cas d'études ou d'apprentissage).



Les deux avantages ne se cumulent pas sauf dans l'hypothèse où un enfant à charge a un taux d'invalidité égal ou supérieur à 80%.

Dans ce cas le recul maximal peut atteindre 4 ans (loi n°86-1304 du 23 décembre 1986 art 5).

La prolongation d'activité

1) au titre de l'article 69 de la loi n°2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites.

Lors de l'atteinte de sa limite d'âge, un fonctionnaire, dont la durée des services liquidables est inférieure au nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une pension à taux plein 75% avant surcote, peut demander une prolongation d'activité au titre de l'article 69 de la loi de 2003, sous réserve de l'intérêt du service et de son aptitude aux fonctions.

Cette prolongation d'activité ne peut excéder 10 trimestres. Elle s'arrête dès que la durée de services et bonifications atteint le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir un départ à taux plein. La radiation intervient à cette date.

La demande de prolongation d'activité doit être déposée par le fonctionnaire, **au plus tard 6 mois avant la survenance de sa limite d'âge.**

Le fonctionnaire admis à prolonger son activité peut bénéficier d'un droit à congé de maladie ordinaire. Toutefois, si le fonctionnaire devait être placé en position de congé de longue maladie, de congé de longue durée, à temps partiel pour raison thérapeutique au cours de la période de prolongation, celle-ci prend fin et son admission à la retraite doit être prononcée.